

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 306 - 2 Février 1984 - Prix 1 F.

## NAVALE LES TRAVAILLEURS ONT GAGNÉ UNE PREMIÈRE MANCHE !

Les élus communistes considèrent de manière positive le refus du gouvernement d'autoriser la licence d'importation des quatre navires commandés par Delmas-Vieljeux à la Yougoslavie.

La décision également de maintenir les cinq sites est une chose positive.

C'est un premier pas. Le pire a été évité. Mais tout n'est pas réglé. Et tout n'est pas clair non plus.

Certains, en désespoir de bonnes nouvelles, voudraient bien que sur les quatre grumiers, deux soient construits en Corée du Sud et ils agissent en conséquence. Il y a M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. qui reproche au gouvernement de donner espoir aux salariés.

Les travailleurs ont donc tout lieu de se montrer vigilants et de maintenir la pression.

Alors, non, tout n'est pas réglé. Car si le gouvernement a dit non aux licenciements, il est prévu des réductions d'effectifs.

mandes mondiales sont en légère progression. Et qu'en 1983, il y a reprise avec une augmentation de 64 % des commandes.

On nous montre aujourd'hui la Corée du Sud comme le pays qui rafle toutes les commandes.

Mais sur les 230 navires que possèdent les 15 plus grandes compagnies maritimes françaises, 118 viennent de l'étranger et seulement 2 ont été construits en Corée. Les autres proviennent de la R.F.A., de la Suède, des Etats-Unis, du Japon, de l'Espagne où les coûts de production sont proches des nôtres.

Nos chantiers sont parmi les plus modernes. Il faut deux fois moins de temps pour construire en France qu'en Corée du Sud ou au Japon.

Le directeur de la Navale, lui-même, reconnaît (il n'est jamais trop tard) que nos chantiers sont parmi les plus modernes. « Nous sommes, dit-il, les mieux équipés de

Par Jean PERRAUDEAU

Membre du Bureau Fédéral - Maire-Adjoint de St-Nazaire

S'il en était ainsi, ce sont nos capacités de production qui seraient atteintes, peut être irrémédiablement, car il n'y a pas sur-effectifs; par contre, il y a sous-production de nos chantiers parce que les armateurs français, avec des fonds publics, ne jouent pas le jeu de l'intérêt national et que les directions des constructions navales gonflent leurs prix artificiellement car elles préfèrent les placements plus rentables : (à Alstom-Atlantique, 3,5 milliards de francs fructifient dans les banques) et si elles sont contraintes de prendre commandes, elles exigent le maximum de subventions.

Quant aux armateurs, leur situation est bonne. En 1982, Delmas-Vieljeux a consacré un milliard de francs en placements financiers et distribué, de 1979 à 1982, 100 millions de dividendes).

La crise dite de la Navale, il serait bon de ramener les choses à leur juste valeur.

Les économistes du patronat tiennent des statistiques à jour que chacun peut aisément consulter dans les revues spécialisées. Qu'apprend on? De 1979 à 1982, les com-

France et sans doute d'Europe. Certainement aussi le chantier naval qui a le plus développé l'organisation, ses techniques et surtout l'informatisation. de plus, nous avons un personnel qui, sur le plan de l'activité professionnelle, du cadre à l'ouvrier n'a jamais démerité un seul instant». Dont acte.

Alors, qu'on ne nous avance pas le prétexte de « mutations technologiques » (qu'on nous rabache à tout propos et hors propos) pour justifier des suppressions d'emplois.

Nos chantiers ont besoin de tout leur dynamisme, dans les ateliers, dans les bureaux d'études, qu'il faut revitaliser et non appauvrir.

Non, la construction navale n'est pas morte!

Les commandes sont possibles pour alimenter convenablement les différents chantiers de Nord-Méditerranée à Alstom et créer des emplois.

Mais il ne faut pas céder à la pression du patronat.

Les travailleurs, par leur action, ont gagné une première manche. Il est nécessaire de poursuivre dans cette voie.

## assemblées populaires

Des exemples à multiplier



Dimanche dernier à La Boissière un quartier populaire nantais, une quarantaine d'amis et de camarades se retrouvaient à l'assemblée populaire de la cellule M-Thorez. Les communistes du quartier les avaient conviés à l'heure de l'apéritif avant de prendre ensemble le repas. La fête se prolongea dans l'après-midi, elle avait été préparée par la visite à tous les lecteurs de « l'Huma-Dimanche » et sympathisants pour les inscrire au déjeûner.

## Conseil municipal de Nantes

### Budget primitif 84: dans les plaines du Far-west...

Ceux qui pensaient encore que la « droite libérale » existait seront désormais fixés sur l'équipe Chauty : la séance du lundi 30 janvier, consacrée à l'examen du budget primitif, a vu pendant six heures la droite serrer les rangs derrière un maire en pleine crise d'autoritarisme, pour accumuler une somme inimaginable de contre-vérités, de provocations, d'insultes et de mépris pour la démocratie, se montrant ainsi solidaire des trois élus de droite qui ont participé dernièrement à une réunion tenue à Nantes par Le Pen.

Notre camarade Joël Busson voulut intervenir en début de séance pour s'étonner de la lenteur avec laquelle la Commission des vœux envisageait de réagir après l'agression perpétrée par trois membres du P.F.N. du même Le Pen contre le M.R.A.P. et l'Amicale des Algériens en Europe. Lorsqu'il put enfin s'exprimer, pour dénoncer la collusion manifeste des élus de droite avec les tenants du racisme, de l'intolérance et de l'incitation au « pouvoir musclé », ces mêmes élus de droite, sans doute au nom de la tolérance, dans la voie balisée par Glucksman, Domenach et Yves Montand (si, si, celui des « plaines du Far-west ») plusieurs fois cité par la droite au cours de ce Conseil, s'en sont pris au « fascisme rouge » avec une indécence et un aveuglement qui conduisirent notre camarade, pupille de la nation et fils de déporté, à rappeler le rôle déterminant des communistes dans la lutte contre le fascisme et pour la libération du pays.

Après quelques dossiers de moindre importance, M. Chauty aborde le débat sur le budget primitif pour 1984, qui « pèse »

1493 millions de nos francs, par une violente diatribe contre « l'héritage à assumer », dont le soi-disant « trou », la « politique partisane » etc..., toutes choses déjà discutées et qui ont fait l'objet de mises au point dès avril 1983. Pour l'avenir, il annonça la « préparation de nouveaux investissements » dont on ignore tout. Prenant le relais, M. Le Masne, peu bavard ces derniers temps, se surpassa toutefois dans un rôle de procureur dans lequel il tenta à tout prix de faire oublier la casse systématique pratiquée pendant plus de 20 ans au gouvernement. M. Rivière, rapporteur du dossier, compléta cette intéressante trilogie, par un long discours assez technocratique, tentant manifestement de faire diversion sur les grandes orientations budgétaires. On revient donc à la « case départ ».

M. Chauty, ayant cru bon de s'ériger en défenseur de la construction navale et du bâtiment, notre camarade Joël Busson dut rappeler que toute la droite avait défendu le plan Davignon de démantèlement des capacités de production, et que c'est bien par une politique de freinage des travaux et des investissements que l'on enfonce un peu plus dans les difficultés des activités telles que le B.T.P.

Dans une intervention générale, notre camarade Paul Le Guilloux revint sur ces questions, en commençant par souligner que « l'inauguration des équipements décidés par la municipalité d'union de la gauche risquait de représenter l'essentiel de l'activité d'une municipalité qui n'a toujours pas de programme explicite d'investissements ».

Aujourd'hui, plus de plan.

plus de programmation, plus de concertation.

A aucun moment, les priorités et les choix que représente ce projet de budget primitif n'ont pu être discutés. A moins que vous ne soyez aujourd'hui très explicites, après un programme électoral inexistant et des mesures au coup par coup, force sera de constater que votre gestion est une gestion de cabinet, qui n'a rien à avoir avec le développement de la démocratie.

Le budget primitif que vous présentez reflète des choix très clairs, même si, dès la première année, vous ne réussissez sans doute pas à vous écarter totalement de nos orientations.

On nous demande de voter un budget primitif correspondant à 441,3 millions de dépenses réelles à la section d'investissement et de 1051,7 à la section de fonctionnement.

Ces chiffres globaux mériteraient certes que l'on précise ce que cela peut représenter en matière de prélèvement sur les contribuables nantais. Nous avons, en effet, des craintes sur la répartition que vous proposez d'un volume d'impositions communales augmentant de 11,92 %. C'est un débat que nous tiendrons lors du vote des taux. Mais nous tenons à dire, dès aujourd'hui, que vos attaques contre la taxe professionnelle montrent que vous risquez de sombrer, en matière de financement de votre politique, dans une triste facilité : l'augmentation de l'impôt-ménages.

Si l'on examine les grandes masses, des propositions de dépenses vont manifestement à l'encontre de la politique de gestion sociale menée pendant six ans et ne sauraient, par

(Suite page 3)

## HUMA-DIMANCHE

### Vente de masse

10-11-12 FÉVRIER

## C'EST BIEN PARTI

(Voir page 4)



## GARDILOIRE

# PRÉSERVER L'AVENIR LUTTER AU PRÉSENT

A l'usine de Gardiloire, les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, refusent les licenciements de 90 à 110 des leurs. Massivement, ils développent l'action pour mettre en échec les plans patronaux de liquidation progressive de l'industrie nationale des engrais.

Ces derniers jours, notamment, dans la région nazairienne, ils ont, dans l'action, montré leur détermination.

L'industrie nationale des engrais a un réel avenir, pour peu que l'on utilise les atouts dont dispose notre pays. (Nous nous étions d'ailleurs largement fait l'écho dans notre numéro du 12-1-84, de l'importante information à la presse que firent à Saint-Nazaire les responsables C.G.T. du secteur).

Parce qu'ils en sont convaincus, les travailleurs refusent de voir démanteler ce secteur d'avenir. Ils luttent !

Ainsi, jeudi dernier, ils étaient pour 24 heures en grève (reconduite d'ailleurs le vendredi).

Au cours de cette journée, ils décidaient d'une initiative de popularisation et d'explication au pont de Saint-Nazaire.

Au cours de cette action, une délégation d'élus communistes et républicains de Trignac, conduite par Jean-Louis Le Corre, venait leur exprimer leur soutien. Dans une déclaration, les élus soulignaient que :

« — le secteur chimie est celui où le secteur public a été le plus élargi et est largement prédominant,

— des restructurations ont été effectuées assurant une meilleure cohérence au secteur, — les investissements ont reculé, aggravant la politique menée avant 1981.

C'est d'autant plus regrettable que toutes les études prévoient un doublement de la consommation mondiale d'ici 1995. »

Ils rappelaient que la France importe de plus en plus de produits finis ou semi-finis et donc qu'il s'agit aujourd'hui de doter la France d'une industrie nationale des engrais conforme à sa vocation agricole et donc de :

— réduire notre dépendance et maîtriser notre approvisionnement en matières premières,

— fixer des objectifs de reconquête du marché intérieur,

— réorganiser et moderniser l'appareil de production,

— réorganiser, simplifier la distribution et la commercialisation.

« La France, considèrent-ils, a des atouts pour réussir.

Une politique nationale des engrais, c'est important, nécessaire pour notre région, pour la France, pour lutter contre la faim dans le monde.

Dans notre région d'ailleurs, avec le maintien et la modernisation de ce qui existe, devrait être envisagée la création d'une usine de production d'acide nitrique à Gardiloire (cette entreprise constituant un outil souple avec ses possibilités de stockage, de diversification).

De même d'ailleurs, à la Grande Paroisse, s'appuyant sur la toute proche raffinerie Elf, pourrait être développée la production d'ammoniaque. »

C'est pourquoi les élus communistes et républicains de Trignac réaffirment leur soutien aux travailleurs de Gardiloire en lutte pour la défense de leur emploi et de leur industrie. « Ils apprécient positivement la démarche du maire de Trignac, Jean-Louis Le Corre, qui vient de demander à être reçu par le ministre de l'Industrie et de la Recherche sur ce dossier de l'industrie des engrais et de ses implications régionales. »

G. J.

## Jean-Louis Le Corre intervient auprès du Ministre de l'Industrie et de la Recherche

Dans un courrier du 26 janvier, le maire de Trignac appelle l'attention du ministre sur la situation des travailleurs de Gardiloire et de la Grande Paroisse.

Déjà, souligne-t-il, dans un courrier du 1<sup>er</sup> février 1983, je vous avais alerté et vous aviez bien voulu me répondre le 22 décembre 1983.

J'avais noté que le gouvernement avait défini les orientations de la restructuration de l'industrie chimique en retenant « le principe d'un regroupement des forces au sein de deux opérateurs, APC et COFAZ ».

J'observe qu'aujourd'hui, ce secteur est celui où le secteur public aura été le plus élargi et est largement prédominant.

Or, alors que toutes les études prévoient un doublement de la consommation mondiale d'engrais d'ici 1995, alors que nous importons de plus en plus de produits finis ou semi-finis, les investissements ont reculé dans ce secteur, aggravant la situation d'avant 1981.

Pourtant aujourd'hui, la France dispose de sérieux atouts pour produire ce dont elle a besoin, elle a les moyens de développer une politique nationale des engrais, ce qui est nécessaire pour la France, pour lutter contre la faim dans le monde et aussi pour notre région.

Dans cet esprit, l'annonce de 90 à 110 licenciements à l'usine de Gardiloire m'apparaît totalement injustifiée et je tiens à vous exprimer mon total désaccord devant une mesure qui va à l'encontre des engagements contractés en 1981 devant le pays pour lutter contre le chômage.

Je tiens d'autre part à vous dire ma surprise devant une telle décision, alors que dans votre courrier du 22 décembre 1983, vous me précisiez que « les incidences de ce plan sur chaque site ne seront connues qu'au printemps de 1984 et je veillerai naturellement à ce que les travailleurs et les élus concernés en soient informés aussitôt ».

« Dans ces conditions, et devant l'urgence que revêt la situation, je souhaiterais, Monsieur le Ministre, que vous-même et vos services acceptiez de recevoir une délégation des élus communistes de l'agglomération nazairienne. »

## L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES APPORTE SON SOUTIEN AUX OUVRIERS DE GARDILOIRE

Dans un communiqué, l'UFF de Saint-Nazaire et sa région apporte son soutien aux ouvriers de Gardiloire qui défendent avec courage leur droit au travail. Pour l'UFF, rien ne justifie la remise en cause de ce droit... elle se déclare solidaire de la lutte pour empêcher la casse de l'industrie chimique.

## Conseil municipal de Nantes (suite)

conséquent, recueillir notre assentiment :

— Il s'agit d'abord de la section d'investissement. Le volume réel des dépenses d'investissement — chapitre 923 exclu — serait de 445,2 millions de francs contre 453 au budget primitif 1983, soit une baisse en volume de l'ordre de 10 %. Certaines recettes augmentent comme par exemple le FCTVA qui passera de 31,4 à 49,3 millions et la D.G.E. de 2 à 7 millions. Il est certain que, pour des raisons que nous avons déjà eu l'occasion de développer, le programme d'emprunt avait atteint un maximum (242,7 milliards) et on peut comprendre qu'il soit ramené à 190 millions. Mais, dans le même temps, l'autofinancement à la charge des contribuables, toujours de primitif à primitif, passe de 75,3 à 111,8 millions. C'est beaucoup et nous craignons que ce soit trop, s'il s'agissait de l'amorce d'une tendance nouvelle.

— Sur le contenu même des dépenses d'investissement, il convient de noter :

• Chapitre 903, des compressions de dépenses, parfois importantes, visant les bibliothèques, la médiathèque, l'école des Beaux-Arts, le Muséum d'Histoire naturelle, les maisons de quartier, l'OPPL, le Conservatoire.

• Le chapitre 903 passe de 211 millions à 177,8. Il s'agit souvent de l'achèvement de chantiers (écoles, complexe du Petit Port, stade de la Beaujoire)

sans que se dessine une politique de travaux. S'agit-il, comme l'a clairement exprimé M. Rivière, au dernier Comité du SIMAN, d'en finir avec ce qu'il a cru bon d'appeler les « investissements pharaoniques » ? Auquel cas il faudra que vous expliquiez à vos amis du patronat qu'ils avaient tort de faire afficher « c'est maintenant qu'il faut aménager la France », l'heure étant aujourd'hui à un réaganisme « bien compris » et que vous expliquiez surtout à la population nantaise que, depuis votre élection, les besoins ont disparu comme par enchantement.

• Au chapitre 914, vous manifestez votre intérêt protecteur pour le PARC ex CLAC, mais aussi celui pour les actions sur les logements sociaux du centre ville : 3.440 en 1983, 1.485 en 1984 (p. 79).

A la section de fonctionnement, il subsiste des incertitudes en recettes concernant la fiscalité. Mais la DGF augmente : 316,6 en 1983, 349 en 1984 (+ 11,02 %). Ah le méchant gouvernement ! Il n'y a pas que la DGF qui augmente. Ainsi, par exemple, pour un accroissement des dépenses pour les restaurants d'enfants de 4,37 %, vous voulez faire augmenter le recouvrement de 34,86 %. Selon quelles modalités ? D'autre part, il est évident que vous n'oubliez pas vos amis. Certaines masses ne sont pas encore ventilées. Vous créez ainsi des discriminations inadmissibles. Il en est

ainsi, au chapitre 943, du passage de 2.520 à 9.340 millions de la « participation aux frais de service et œuvres privées ».

Il y aurait, bien entendu, d'autres exemples montrant que ce projet n'est pas incolore, inodore et sans saveur (pour qui ?) ; c'est un budget de classe, qui va à l'encontre des intérêts de la population. Vous comprendrez que, dans de telles conditions, nous votions contre ce projet.

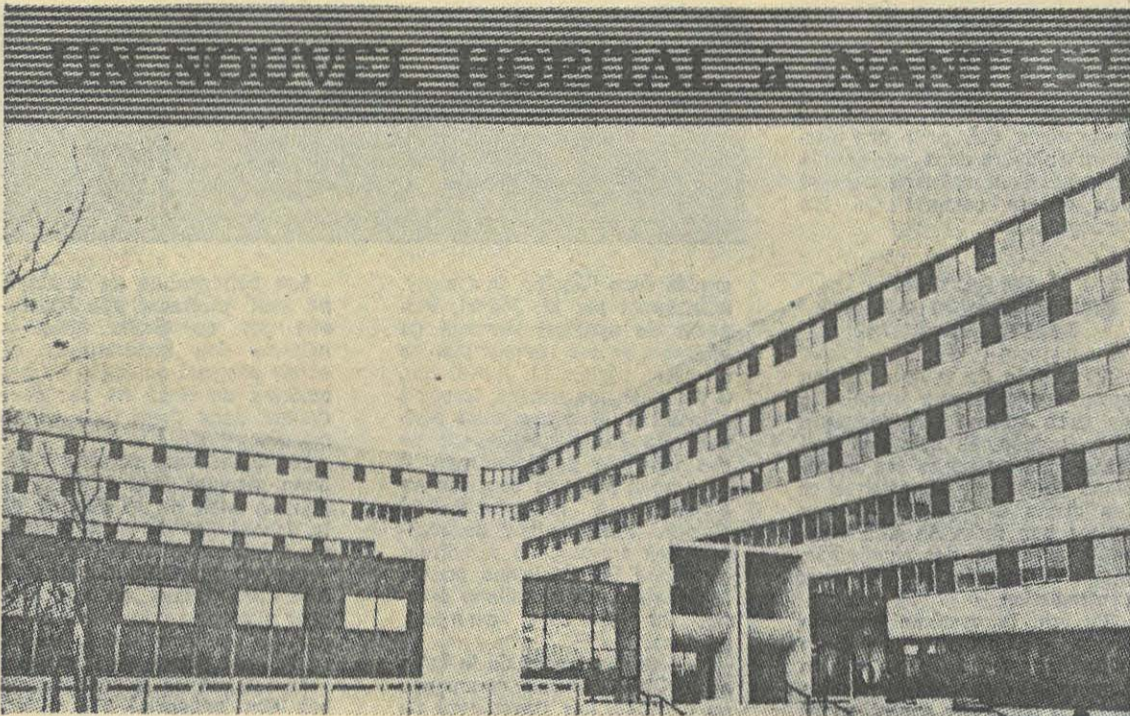
Au cours de l'examen chapitre par chapitre, ces orientations furent bien confirmées par la Croix. En particulier, en matière culturelle, notre camarade Jocelyne Cailleau démontra les risques des nouvelles orientations, en particulier un freinage considérable de la lecture publique. De même, Michel Moreau, intervenant sur l'action sociale, souligna le caractère sélectif de la politique nouvelle, alors que le Centre communal d'Action est désormais doté de locaux adaptés à sa vocation. Notre conseiller général ne put toutefois avoir réponse à toutes ces questions, cette partie du budget n'étant pas passée en commission et Mme Papon, responsable de ce secteur, n'ayant pas participé aux débats du Conseil.

Après six heures de débat, le Conseil se sépara, la majorité votant en l'état le projet de budget primitif.

Il reste désormais le débat sur la fiscalité locale.

Prochain Conseil le lundi 20 février à 17 h 30.

Pierre DANGLE.



Il était attendu depuis longtemps. L'ouverture de l'hôpital Nord est un événement qu'il convient de saluer.

Sa réalisation, sa conception faisant appel aux technologies les plus modernes doivent assurer à la population, aux malades, un service de haute qualité.

Jack Ralite, alors ministre de la Santé, a permis qu'il soit équipé de plateaux techniques très performants (scanner corps entier...).

Si le public a ainsi à sa disposition un ensemble fonctionnel, le personnel hospitalier, lui, subit une détérioration de ses conditions de travail :

— le transfert de services complets a nécessité des mutations du personnel, celles-ci se sont faites sans aucune concertation,

— les insuffisances du transport urbain, la SEMITAN, ne voulant pas faire les investissements nécessaires, font que les conditions de travail du personnel habitant le Sud-Loire, se sont alourdies (journée de travail allongée par un temps de transport de 3 heures !),

— l'insuffisance de créations de postes nouveaux.

Pourtant M. Chauty, Président du Conseil d'Administration se présente aujourd'hui comme celui qui prendrait en compte les intérêts du

personnel et du Service public.

Qu'attend-il alors pour prendre les décisions qui relèvent de sa responsabilité ?

A vrai dire, la politique d'austérité en matière de création de poste est une occasion pour Chauty et ses amis, pour combattre le gouvernement dans son ensemble.

Mais, c'est trop simple d'exiger aujourd'hui 600 créations d'emplois, quand on a hier participé à la casse de l'économie nationale, quand on a soutenu le plan « BARROT » dont un des objectifs était la restriction des dépenses de santé.

On ne peut exiger ce que l'on a refusé hier !

Les communistes du CHU Nord, qui viennent de créer leur cellule et d'éditer le premier numéro de leur journal, soulignent que c'est à eux salariés du CHU de défendre, d'améliorer leurs conditions de travail.

S'adressant à leurs collègues, ils disent :

« 100 créations d'emplois, c'est insuffisant pour assurer le bon fonctionnement de l'hôpital, c'est à nous d'exiger des pouvoirs publics ces créations d'emplois.

Dans le domaine social, le gouvernement de la gauche a fait plus que ce qu'avait fait la droite pendant vingt ans de pouvoir, il devra faire

plus encore ces prochaines années.

C'est à nous, personnel hospitalier qu'il revient de faire des propositions, et ceci avec les usagers du CHU.

Créer une véritable concertation, pour améliorer le service public de la santé, c'est dans cette voie qu'il faut résolument s'engager.

En se mobilisant contre une droite attachée à ses privilèges, en améliorant le fonctionnement du service public qu'est la santé, nous apporterons notre contribution au grand combat d'aujourd'hui : l'EMPLOI.

Le Parti Communiste Français participe au gouvernement. Avec les ministres communistes, avec les députés communistes, lançons nous dans la modernisation du pays. Celle-ci passe par le CHR DE NANTES.

Une véritable politique de santé, au service de tous, ne doit pas être l'affaire de quelques-uns, c'est l'affaire de tous.

C'est à nous tous, à l'ensemble des forces populaires, de réaliser les espoirs de mai 1981.

La cellule Louis ARAGON du Parti Communiste Français s'y engage pleinement.

Elle appelle tous les employés du CHU à se mobiliser pour faire de l'hôpital Nord, une réussite totale, à mettre à l'actif des forces de progrès ».

# WELBOND

## CE QUI EST EN CAUSE C'EST LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Les travailleurs du secteur Welbond-Acier et Welbond-Bâtiment à Couëron ont tenu un meeting le jeudi 26 janvier 1984 devant la porte de l'entreprise. Selon le syndicat C.G.T., la direction met en place un plan de licenciement dans les différents secteurs d'activités et pour rendre plus crédible ce programme, elle organise le chômage technique. En effet, il s'agit d'une volonté délibérée de cette dernière car elle a refusé plusieurs marchés dans cette dernière période (le dégraissage ça continue).

### QUAND LE BATIMENT VA TOUT VA

Il est coutume de prononcer cette petite phrase qui n'est pas dénuée de bon sens. Aujourd'hui le Bâtiment ne va pas et les conséquences ne se font pas attendre, conséquences d'ailleurs très largement amplifiées par un patronat des plus rétrograde, suivant la lettre les consignes du C.N.P.F. Il ne faut pas croire que les grosses entreprises du Bâtiment et des Travaux publics, ainsi que les branches annexes telles que les carrières et matériaux, les négociés de matériaux, l'industrie routière ne seraient que des pauvres victimes de cette situation. Non, ils en sont responsables. Les victimes, ce sont les salariés et aussi beaucoup de petits artisans ou petites entreprises qui, pour ces derniers d'ailleurs dans leur grande majorité, n'ont malheureusement pas encore compris qui les étranglaient.

### UN SECTEUR OU LES GRANDS GROUPES REGNENT EN MAITRE

L'industrie de la construction apparaît encore pour la majorité de gens comme une industrie peu évoluée. Si cela est vrai en ce qui concerne les conditions de travail, les salaires et les droits sociaux, c'est pour autant une industrie très organisée au niveau des monopoles, même si cela ne va pas sans contradiction.

En fait, le système bancaire règne en maître sur cette industrie. Dans une région comme la nôtre, tous les grands groupes nationaux contrôlent et font la pluie et le beau temps sur le marché. Ils contrôlent tous les matériaux, que ce soient les ciments, les graviers, les produits bitumeux ou les

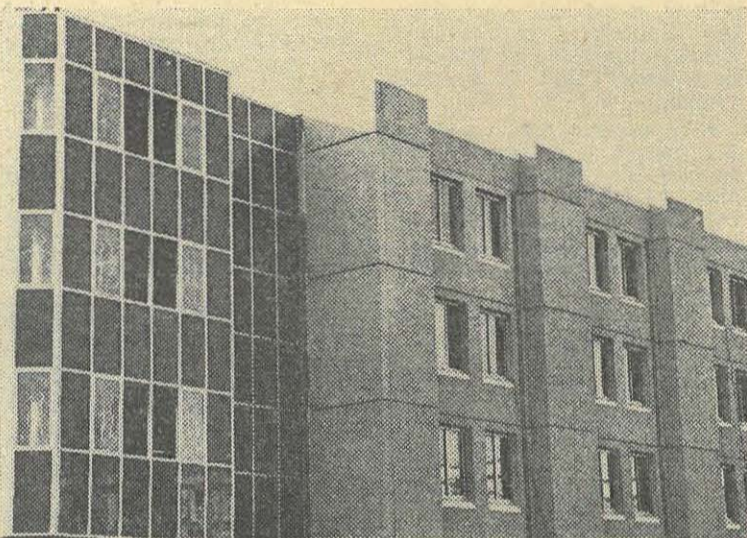
isolants, ils dictent ainsi leurs conditions de prix, voire même le style des constructions par la sélection des produits et par la standardisation.

Il participe pleinement à la politique du C.N.P.F.

### LE SABOTAGE DE LA PART DU GRAND PATRONAT

L'exemple de notre région est d'ailleurs très explicite à ce sujet. Lorsque la municipalité d'union de la gauche à Nantes a lancé le programme des travaux que nous connaissons, rappelons-nous le sabotage des appels d'offre, tous les prétextes étaient bons pour ne pas réaliser les travaux.

Aujourd'hui la municipalité de droite, où les patrons de la construction sont bien repré-



sentés dans l'équipe de Chauty, notamment par M. Jolivel, dirigeant du syndicat patronal du Bâtiment et des Travaux publics de notre région, M. Jolivel qui, il y a quelques années, lorsqu'il siégeait à la commission paritaire de l'emploi, déclarait ne pas faire de politique mais il ne perdait pas une occasion de s'opposer à la municipalité d'alors. Que font-ils ? Ils stoppent les travaux, ils remettent en cause les décisions prises. Le résultat, un gaspillage énorme, et plusieurs années perdues.

Le franchissement de la Loire sans Chauty aurait commencé en fin 1983. Les travailleurs de chez Welbond auraient, ne serait-ce que pour ce chantier, un plan de charge complet. Il en serait de même pour la plupart des entreprises des tra-

vaux publics de notre région. M. Vrinat, directeur de l'entreprise Dodin, fait part, dans un article de plein Ouest de ses craintes : « Le gouvernement de gauche ferait mourir les entreprises en bonne santé ». Il serait bien inspiré de demander des comptes à son ami, Michel Chauty.

En ce qui concerne Welbond, la direction de cette entreprise a décidé de fixer les prix à un haut niveau et déclare ne pas pouvoir traiter plus bas. Il serait intéressant de décortiquer la formation des prix de cette entreprise. N'oublions pas que les aciers utilisés par cette société sont suédois. Dans le cadre de la reconquête du marché intérieur, ne pourrions-nous pas avoir des aciers français de qualité équivalente.

Les actionnaires de Welbond ne sont sûrement pas intéressés par ce choix. Mais la balance des importations en serait pourtant soulagée et nos aciéries du Nord ne se plaindraient sans doute pas de ce marché.

Les travailleurs de chez Welbond peuvent être assurés du soutien actif de la section de la Basse-Loire du Parti communiste français. Ils peuvent compter sur l'intervention à tous les niveaux de nos élus pour que les propositions faites par le syndicat C.G.T. soient réellement prises en compte.

La relance de la construction est une nécessité :

— urgente à l'égard des besoins croissants dans ce domaine ;

— urgente pour l'emploi dans ce secteur.

# VERTOU

## Les communistes défendent l'avenir de la culture

La majorité de droite du Conseil municipal de Vertou vient d'adhérer à une association « des Elus pour la liberté de la Culture », lors du Conseil municipal du 12 janvier 1984.

Les trois cellules du PCF de Vertou tiennent à faire une mise au point sur cette question de la Culture, étant donné que GOUTY Michel, l'élu communiste siégeant au Conseil municipal, s'est vu interdire la parole dans des conditions inadmissibles : interruptions malveillantes, calomnies, se substituant au débat démocratique.

Comment cette association nationale, créée à l'initiative du R.P.R., peut-elle prétendre défendre la liberté de la culture quand on connaît les ac-

tes d'intolérance des maires RPR et UDF contre les Maisons de la Culture (Nantes, Brest, Saint-Etienne) et Associations culturelles (La Chamaille - CRAN).

Dans ces conditions, on peut légitimement s'inquiéter de l'avenir de la culture à Vertou : le pluralisme, l'accès du plus grand nombre à la culture restent à conquérir (O.M.C. - Ecole de musique) ; ceux-ci ont maintenant peu de chance de se développer.

Le PCF dénonce cette conception étroite, partisane de la culture et refuse le dualisme gauche-droite en matière culturelle.

Où en sera-t-il de la liberté culturelle lorsque chaque association, chaque créateur de-

vra choisir son camp ?

Le PCF refuse d'entrer dans cette logique. NON, il ne peut y avoir de culture sans pluralisme ni liberté de création, à moins de n'être qu'un slogan ou un masque.

Quand nous appelons la population, au premier rang de laquelle les professionnels de la culture, à s'opposer à la mainmise de la droite sur la vie culturelle, ce n'est pas pour substituer à celle-ci une mainmise de la gauche.

VERTOU, NANTES et son agglomération méritent une autre politique culturelle, plus large et plus généreuse.

C'est aux populations, aux professionnels de la culture de l'imposer par leurs luttes.

Ils sont assurés que les communistes les y aideront.

# Une conférence de Régis Antoine

## 1914-1939 LE DÉFI DES ÉCRIVAINS PACIFISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES

Invité de l'association Clio 83, un groupement d'étudiants en histoire, notre camarade Régis Antoine, professeur à l'Université de Nantes, traitait, jeudi dernier, salle Coligny, du « défi des écrivains pacifistes et révolutionnaires entre les deux guerres ». Un auditoire attentif l'a suivi dans sa démarche ; Gilles Bontemps, secrétaire fédéral, et Michel Le Hérisse participaient à cette conférence.

Spécialiste de littérature, Régis Antoine situe d'emblée son propos aux confins de l'histoire et de la littérature. Il interroge une période historique à partir de deux notions : le « pacifisme » et la « dissidence » et nous conduit de la première guerre mondiale aux prémices de la deuxième à travers les œuvres littéraires qui les illustrent.

1912 : le congrès de Bâle a manifesté les sentiments pacifistes de la deuxième Internationale, dont l'unanimité s'est faite contre la guerre. 1914, deux années plus tard : « On a tué Jaurès » : le socialisme français est emporté par la vague nationaliste ; le 4 août, le jour même des obsèques de Jaurès, le groupe socialiste à la Chambre des Députés vote à l'unanimité les crédits de guerre ; le Parti socialiste et la II<sup>e</sup> Internationale s'effondrent

dans la politique d'« union sacrée ».

La guerre, rien que la guerre ; Clemenceau, « la Madelon », Pétain et la répression des mutineries de 17. Si l'aspiration à la paix grandit peu à peu à l'arrière, ce sont, dans l'opinion publique comme dans les œuvres littéraires, les « jusqu'au-boutistes » qui l'emportent. « Le Feu », d'Henri Barbusse, et « Au-dessus de la mêlée » de Romain Rolland, sont à contre-courant. Mais ce sont deux coups d'éclat : prix Goncourt en 1916, plus de 200 000 exemplaires pour le premier ; l'auteur du second est élu prix Nobel de la Paix en 1916 également.

L'immédiate après-guerre voit la parution de nombreuses œuvres de témoignage ; « Les Croix de bois » de Roland Dorgelès, en 1919, est le titre le plus connu. Littérature pacifiste, mais non révolutionnaire. Il faut attendre 1920, l'année du Congrès de Tours, la Révolution socialiste d'octobre a trois ans, pour qu'émerge une véritable dissidence révolutionnaire. Trois noms : Barbusse, Bloch, Vaillant-Couturier ; un double enjeu : les anciens combattants ; les intellectuels. Un des critères de la dissidence : les bibliothèques ignorent leurs livres. Cela n'empêche pas le cheminement des idées ; « Clarté », dirigée par Henri Barbusse, joue un rôle essentiel dans la lutte contre la guerre du Rif. Les surréalistes, à leurs débuts, vont prendre parti : ils vont gagner les rangs du seul parti à lutter contre la guerre du Maroc : le Parti communiste.

De 1920 aux années 30, une abondante production : Régis Antoine nous invite à la lecture d'œuvres, d'écrivains : « Le diable au corps », de Radiguet, l'œuvre de Paul Nizan, « Le sang noir », de Louis Guilloux, Giraudoux, Giono, Cendrars. Il termine par une série de questions : quel pouvoir de la littérature sur les événements ? le rôle de la censure ? le décalage entre l'histoire et les œuvres littéraires ?

Questions spécialisées sans doute, mais Régis Antoine en aura soulevé bien d'autres au cours de son exposé. Il serait intéressant d'en débattre à nouveau, en d'autres lieux ; en guise de compliments pour cette conférence faite sous l'égide de Clio 83, une invitation à la reprendre, pourquoi pas à l'initiative des « Amis de Révolution » ?

# EN BREF

● A l'entreprise Luzay à Donges, 23 licenciements viennent d'être annoncés. Le syndicat C.G.T. dénonce le « scandale » qu'une entreprise de trois ans ait bénéficié d'aides, tel un atelier-relais et d'une prime de développement régional important.

● Chez Dodin, entreprise de travaux publics absorbée par le groupe Saint-Gobain, 66 nouveaux licenciements sont à l'étude par la direction générale. Le syndicat CGT dénonce aussi la formule de réduction du temps de travail à deux équipes hebdomadaires effectuant 30 heures, sans compensation intégrale de salaire.

● Chez « Gardiloin » à Montoir, le personnel de l'entretien a fait grève mercredi de la semaine passée à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour s'opposer à la suppression d'une vingtaine d'emplois postés.

● Chez « Beghin-Say » à Nantes-Chantenav, le climat reste tendu dans l'entreprise après le débrayage du 12 janvier dernier, au sujet de la semaine à 35 heures et le rattrapage du pouvoir d'achat.

● Les électriciens et gaziers ont fait grève une demi-journée jeudi dernier à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour de meilleurs salaires et la création d'emplois, notamment. Ce mouvement a été très suivi et a entraîné une réduction de 50 % de la distribution. A Saint-Nazaire, plus de 61 % des agents étaient en mouvement.

● Le personnel de Montalev a observé une journée de grève le 18 janvier pour protester contre le plan de licenciement de 263 personnes sur un effectif de 688 salariés. Les élus au C.E. et du personnel sont particulièrement visés puisqu'ils sont une vingtaine sur les listes de la direction.

### Union des Femmes Françaises de Nantes S.O.S. URGENT

Demande pull pour hommes et femmes, enfants, pour le Liban, Turquie, Guinée, suite au tremblement de terre. Une permanence aura lieu tous les 1<sup>er</sup> mardi de chaque mois au local, 7, rue Gigant, Maison des Associations, de 14 heures à 17 heures.

### NECROLOGIE

Nous apprenons le décès du père de notre camarade J.-R. MOCQUART, de la cellule de la SEB.

« Les Nouvelles » présentent à Jean-René et à sa famille, leurs sincères condoléances.